



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

APIJ

AGENCE PUBLIQUE
POUR L'IMMOBILIER
DE LA JUSTICE

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**ŒUVRE ARTISTIQUE DE LA COUR NATIONALE DU DROIT
D'ASILE ET DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL
(93)**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES :

1er décembre 2025 à 12h00

SOMMAIRE

<u>1</u>	<u>ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION</u>	<u>4</u>
1.1	OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2	MODALITES DE SELECTION	4
1.3	ENVELOPPE PREVISIONNELLE	4
<u>2</u>	<u>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	<u>5</u>
2.1	MODE DE CONSULTATION	5
2.2	FORME QUE DEVRA REVETIR LE GROUPEMENT ATTRIBUTAIRE DU MARCHE	5
2.3	DECOMPOSITION EN TRANCHES	5
2.4	VARIANTES- OPTIONS	5
2.5	DUREE DU MARCHE – DELAI D’EXECUTION	5
2.6	LIEU D’EXECUTION	5
2.7	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.8	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	6
<u>3</u>	<u>ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>6</u>
<u>4</u>	<u>ARTICLE 4 : PHASE CANDIDATURE</u>	<u>6</u>
4.1	DOSSIER DE CANDIDATURE – CONDITIONS DE PARTICIPATION :	6
4.2	CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	8
<u>5</u>	<u>ARTICLE 5 : PHASE OFFRE</u>	<u>9</u>
5.1	DOCUMENTS A PRODUIRE	9
5.2	VISITES DE SITE	9
5.3	AUDITION FINALE	10
5.4	JUGEMENT DES OFFRES	10
5.5	NEGOCIATION	10
5.6	PRIME VERSEE AUX CANDIDATS	11
<u>6</u>	<u>ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>11</u>
	<u>ARTICLE 8 : CONDITION D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES</u>	<u>12</u>
8.1	TRANSMISSION ELECTRONIQUE DU PLI	12
8.2	SIGNATURE ELECTRONIQUE	12
8.3	COPIE DE SAUVEGARDE	13
8.4	ASSURANCE ET FRAIS DE TRANSPORT	14

1 ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la conception, la réalisation, l'acheminement et l'installation d'une œuvre par un artiste ou un groupement d'artistes du projet de relocalisation de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) et du tribunal administratif (TA) ainsi que la cession des droits d'auteur liés à cette œuvre.

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

1.2 MODALITES DE SELECTION

La présente consultation comporte :

-1- une phase de remise des candidatures : le comité artistique devra sélectionner, sur la base des critères de sélection des candidats, 4 artistes ou équipes d'artistes qui sont admis à présenter une offre.

-2- Une phase de remise des du projet œuvre : à réception du courrier les mandant pour réaliser une étude, les artistes pourront solliciter les membres du comité artistique pour toute information utile à l'élaboration du projet.

-3- A la réception des projets, le comité artistique sera chargé d'émettre un avis sur le choix de l'artiste lauréat. A la suite, le maître d'ouvrage effectuera le choix du titulaire du marché.

1.3 ENVELOPPE PREVISIONNELLE

Le budget maximum de la commande d'un montant de 139 000 € HT comprenant les dépenses liées à la conception et à la réalisation de l'œuvre, son transport et son installation, la cession des droits d'auteur, ainsi que les honoraires de l'artiste.

2 ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 MODE DE CONSULTATION

Il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, L.2142-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

2.2 FORME QUE DEVRA REVETIR LE GROUPEMENT ATTRIBUTAIRE DU MARCHE

La consultation est ouverte aux prestataires uniques, aux groupements conjoints avec mandataire solidaire ou aux groupements solidaires, entièrement constitués lors de la remise de la candidature.

2.3 DECOMPOSITION EN TRANCHES

Il n'est pas prévu de tranches.

2.4 VARIANTES- OPTIONS

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comprend pas d'options.

2.5 DUREE DU MARCHE – DELAI D'EXECUTION

Conformément à l'article 4 de l'AE-CCP, le présent marché prend effet à sa notification et prend fin à l'achèvement des prestations.

La durée prévisionnelle du marché est de 8 mois.

Les délais d'exécution des prestations par phase sont fixés à l'article 4 de l'AE-CCP.

2.6 LIEU D'EXECUTION

Les prestations seront effectuées sur le site du projet de relocalisation situé au 13 place du général de Gaulle à Montreuil.

Des réunions sont à prévoir dans les locaux de l'APIJ également, situées au 67 avenue de Fontainebleau, 94270 le Kremlin-Bicêtre.

2.7 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement.

2.8 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 8 jours calendaires** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à une date ultérieure, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3 ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) :
 - Annexe 1 : cadre de réponses références
- L'acte d'engagement (AE CCP) et ses annexes :
 - L'annexe 1 : Tableau de répartition de la rémunération des cotraitants
 - L'annexe 2 : Acte spécial de sous-traitance, le cas échéant
- Le cahier des charges de l'œuvre :
 - Annexe 1 : Présentation générale du site
 - Annexe 2 : Notice architecturale du projet

4 ARTICLE 4 : PHASE CANDIDATURE

Les candidatures des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

4.1 DOSSIER DE CANDIDATURE – CONDITIONS DE PARTICIPATION :

Documents à fournir permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché

Ce dossier devra contenir tous les éléments mentionnés dans l'avis d'appel public à la concurrence, à savoir, **pour chaque candidat, ou pour chaque membre du groupement** :

Concernant la situation propre des opérateurs économiques :

- 1- Une **lettre de candidature** complétée, avec, en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 version du 01/04/2019) ; en cas de groupement, une seule lettre de candidature est requise.
- 2- Si le **candidat est en redressement judiciaire**, au sens de l'article L.631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Concernant la capacité économique et financière :

- 1- Une déclaration précisant le **chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant l'objet du marché, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (ou formulaire DC2 "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement")

Concernant les références et la capacité technique :

- 1- Une note d'intention et de compréhension de l'opération, des missions des juridictions et des attendus pour ce projet, concise (maximum 2 pages A4) qui témoigne de l'intérêt du candidat pour le projet, en lien avec sa ou ses recherches artistiques.
- 2- Un CV détaillé du candidat présentant son parcours artistique et un portfolio avec un maximum de 5 références artistiques ciblées et détaillées (Annexe 1 du RC : 5 pages A4). En cas de groupement, les candidats devront fournir un portfolio comprenant 5 références artistiques ciblées et détaillées au maximum.

Pour chaque référence, le candidat précisera :

- objet de l'opération,
 - étendue des prestations : missions qui lui ont été confiées,
 - donneur d'ordres,
 - montant de la mission (en € HT),
 - caractéristiques particulières de l'opération (projet en site occupé, importance de la surface, monuments historiques)
- 3- Une présentation des moyens humains et matériels du candidat, par le biais de la DC2 ou d'un document équivalent.

Si le candidat transmet plus de 5 références, seules les 5 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

Les candidats sont invités à utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) et DC2 (déclaration du candidat) pour

présenter leur candidature, dernière version du 1er avril 2019 disponible gratuitement sur le site : www.economie.gouv.fr/daj/formulaires

Le candidat qui souhaite se prévaloir des capacités d'autres opérateurs économiques devra fournir les mêmes documents concernant ces opérateurs que ceux qui sont exigés de lui par le pouvoir adjudicateur. De plus, le candidat produira un engagement écrit de ces opérateurs justifiant qu'il disposera de leurs capacités pour l'exécution du marché.

Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen.

Le candidat indiquera une **adresse courriel valide** pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media privilégié pour l'ensemble des échanges le cas échéants. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

Pour la phase offre, seuls les candidats dont la candidature aura été retenue seront admis à déposer une offre.

4.2 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.

L'acheteur a décidé de limiter le nombre de candidats qui seront invités à participer à la phase offre à 4. Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur à 4, le maître d'ouvrage pourra poursuivre la procédure avec les seuls candidats disposant des capacités requises.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des critères de sélection hiérarchisés ci-dessous :

- Qualité et pertinence des références artistiques présentées permettant d'apprécier leur adéquation avec le cahier des charges. (60%)
- Motivation exprimée pour le projet, pertinence de la lettre d'intention. (20%)
- Aptitude du candidat à présenter un projet et de ses moyens humains, matériels et financiers. (20%)

A l'issue de cette première phase, **4 candidats maximum** seront retenus par le maître d'ouvrage sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures. Le pouvoir adjudicateur fixe la liste des candidats admis à remettre une offre. Il leur adressera un courrier afin de les inviter à participer à la suite de la consultation et à remettre une offre. Les autres candidats seront informés du rejet de leur candidature.

5 ARTICLE 5 : PHASE OFFRE

5.1 DOCUMENTS A PRODUIRE

Les 4 candidats admis seront invités à soumissionner et à présenter une offre. Les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

Les candidats admis auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- L'AECCP complété et signé et ses annexes
- Une étude artistique comprenant :
 - o Une note exposant les intentions et les idées de l'artiste et la philosophie générale de l'œuvre proposée.
 - o Une description de l'œuvre précise sous toute forme souhaitée (dessin, simulation numérique etc.)
 - o Une description de l'intégration de l'œuvre dans son environnement en intégrant le futur bâtiment.
 - o Photo et ébauches des abords du bâtiment afin de visualiser l'insertion de l'œuvre dans l'espace public
 - o Tout document permettant d'appréhender la proposition artistique (dessin, maquette, vidéo, ...)
 - o Une attestation de visite
- Un dossier technique comprenant :
 - o Le calendrier prévisionnel de l'œuvre (conception, réalisation, installation)
 - o Un descriptif détaillé des matériaux utilisés et des dimensions envisagées
 - o La méthode de fabrication et d'installation
- Un dossier financier comprenant :
 - o Une offre financière : devis détaillé du cout de l'œuvre réalisée par le candidat, toutes dépenses confondues, correspondant à une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

5.2 VISITES DE SITE

Une visite de site obligatoire sera organisée par l'APIJ avec les 4 candidats sélectionnés au démarrage de la phase offre.

Les modalités du rendez-vous leur seront alors communiqués par retour de mail.

Une attestation de visite sera remise au titulaire à l'issue de celle-ci.

5.3 AUDITION FINALE

A l'issue de la phase offre, les candidats seront invités à présenter leur offre à la maîtrise d'ouvrage. Les conditions de cette présentation seront précisées ultérieurement.

5.4 JUGEMENT DES OFFRES

Le Pouvoir Adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse selon la méthode décrite ci-après.

Le jugement des offres sera effectué en tenant compte des critères suivants, pondérés de la façon suivante :

CRITERES	DESIGNATION	PONDERATION
Qualité artistique	Pertinence de la proposition artistique au plan esthétique et culturel et adéquation avec le cahier des charges.	55 %
Valeur technique	Capacité à réaliser le projet artistique en tenant compte des contraintes de réalisation mentionnées au cahier des charges,	35 %
Prix des prestations	Prix indiqué à la DPGF	10%

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par mission, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié, ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

5.5 NEGOCIATION

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer directement le marché, sans négociations, sur la base des offres initiales.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.

Le pouvoir adjudicateur se réserve cependant le droit d'attribuer le marché sans négociations préalables.

5.6 PRIME VERSEE AUX CANDIDATS

Chaque rendu d'une étude artistique sera rémunérée à hauteur de 3 000€ HT pour chacun des 4 candidats. Ce montant inclut tous les frais et déplacements relatifs à la consultation.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de supprimer ou de réduire le montant de l'indemnité en cas d'insuffisance manifeste du projet présenté par l'un des candidats non retenus, notamment lorsque ce dernier ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation ou présente un projet qui ne respecte pas l'enveloppe allouée.

Pour le candidat retenu, ce montant sera déduit de la première facture qu'il adressera au titre de l'exécution des prestations.

6 ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront poser leur question **au plus tard 10 jours** avant la date limite de remise des offres sur la plateforme PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2881792&orgAcronyme=d3f>

Une réponse précise sera alors adressée à tous les concurrents.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 8 : CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

8.1 TRANSMISSION ELECTRONIQUE DU PLI

Les candidats ont l'obligation de déposer leur pli sous forme dématérialisée sur le site des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2881792&orgAcronyme=d3f>

Elles doivent, dans tous les cas, parvenir avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne sont pas retenus et seront détruits.

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

8.2 SIGNATURE ELECTRONIQUE

Conformément à l'article L2132-2 du Code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à

l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chaque document doit être signé électroniquement (et non seulement le dossier .zip).

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que son offre ne soit pas trop volumineuse.

8.3 COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat qui effectue une transmission électronique de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support dématérialisé, physique électronique ou sur papier.

En cas de transmission par voie électronique (dématérialisée), la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- Lettre recommandée électronique :
 - o Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf](#) (ssi.gouv.fr)
 - o Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)

- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique

En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement et les annexes financières devront être signés au moyen d'un certificat électronique conforme au RGS (voir ci-dessus).

L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde doit être scellée et comporter la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE - Marché œuvre artistique de la cour nationale du droit d'asile et du tribunal administratif de Montreuil – NE PAS OUVRIR ».

Elle devra ensuite :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h à 17h) contre récépissé à la Direction juridique et des marchés à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 67 Avenue de Fontainebleau – 94 270 Le Kremlin-Bicêtre
- soit être adressée sous pli recommandé avec accusé de réception à l'Agence publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 67 Avenue de Fontainebleau – 94 270 Le Kremlin Bicêtre

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- 1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Les offres devront, dans tous les cas, parvenir à l'APIJ avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les offres qui seraient remises, après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenues.

8.4 ASSURANCE ET FRAIS DE TRANSPORT

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux-mêmes.

ARTICLE 9 : DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ

En application des articles R.2143-6 à R.2143-9 et R.2143-16 du code de la commande publique fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et les organismes compétents prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites datant de moins de 12 mois ;
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (dans le cas où votre entreprise n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette autorisation, une attestation sur l'honneur suffira) Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires. En cas de non-respect par un des candidats provisoirement retenus, du délai imparti, ou de fourniture de documents non valables, son offre sera rejetée.

Dans ce cas de figure, c'est le candidat suivant selon le classement des offres qui se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

Les candidats seront informés individuellement du résultat de la consultation dès que le représentant du pouvoir adjudicateur aura fait son choix.

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant.

A ce titre, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS pour l'obtention de ces documents. En cas d'absence des documents ou de documents non conformes, le candidat recevra une alerte via E Attestations pour produire les documents demandés.

A défaut de réponse dans un délai de 10 jours à compter de la demande sur E-Attestations, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.